

*Questions orales*

## LES MESURES POUR VENIR EN AIDE AUX TRAVAILLEURS TOUCHÉS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse. Nous venons d'entendre trois ministres déclarer que le gouvernement n'est pas prêt à mettre en oeuvre des mesures novatrices pour venir en aide aux travailleurs ayant perdu leur emploi à cause de l'Accord de libre-échange. Pourtant, le 25 novembre dernier, le premier ministre avait bel et bien déclaré que son gouvernement serait prodigue de nouveaux programmes visant à aider les travailleurs de partout qui en auraient besoin à se recycler.

Étant donné que depuis la journée des élections, quel que 2 400 travailleurs ont été informés qu'ils allaient perdre leur emploi...

**M. Crosbie:** Balivernes!

**M. Broadbent:** ... pour des raisons liées directement ou indirectement à l'Accord de libre-échange...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** ... pourquoi le gouvernement ne présente-t-il pas dès maintenant, au lieu d'attendre au printemps prochain, les mesures que le premier ministre avait promises pour venir en aide aux travailleurs touchés?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** En guise de préambule à sa question, monsieur le Président, le chef du Nouveau parti démocratique a déclaré que trois ministres venaient d'affirmer que le gouvernement n'était pas prêt à offrir de nouveaux programmes de formation. C'est inexact.

**M. Broadbent:** A les offrir maintenant!

**M. Mulroney:** Voici que le chef du NPD ajoute «maintenant». Le fait est que l'Accord de libre-échange n'est pas encore entré en vigueur. Déjà nous avons mis en oeuvre diverses...

**Mme Copps:** Qu'en est-il des travailleurs de Gillette?

**M. Marchi:** Attendez un peu qu'il soit en vigueur, cet Accord.

**M. le Président:** Les députés conviendront sans doute avec moi qu'étant donné le nombre accru de députés qui souhaitent prendre la parole au cours de la période des questions, je dois faire preuve d'une impartialité et d'une fermeté sans exemple. J'exhorte vivement les députés à s'efforcer à la concision dans leurs propos, pour permettre à leurs collègues de poser des questions. Le très honorable Premier ministre.

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, je m'efforçais de répondre à une question parfaitement justifiée du chef du NPD au sujet de nouveaux programmes généraux et novateurs de formation. Nous avons déjà mis en oeuvre certains des meilleurs programmes au monde,

mais nous pouvons manifestement faire davantage. Nous avons invité Jean de Grandpré, un des Canadiens les plus distingués, à présider un aréopage chargé d'examiner les programmes qui existent de par le monde, et de s'assurer que nous pourrions offrir les meilleurs programmes possibles pour répondre aux besoins au fur et à mesure de la mise en application de l'Accord de libre-échange. C'est là l'engagement que nous avons pris et que nous sommes déterminés à tenir.

**M. Broadbent:** Je répondrai au premier ministre que les travailleurs qui ont été déjà prévenus de leur licenciement prochain ne sauraient vivre de belles promesses. Ils veulent que le gouvernement agisse dès maintenant.

● (1430)

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE SUR PIED DE NOUVEAUX PROGRAMMES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Puisque le distingué monsieur auquel le premier ministre vient de faire allusion a dit que son rapport ne serait peut-être pas prêt avant le 1<sup>er</sup> juin, je vous rappelle la promesse faite par le premier ministre le 25 novembre dernier, qui déclarait que dès que ces programmes seraient nécessaires, le gouvernement les mettrait sur pied. Or, le Canada en a besoin, et tout de suite. Pourquoi ne pas déposer les mesures législatives nécessaires immédiatement avant le congé de Noël?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le chef du NPD prétend que nous avons besoin de ces programmes dès maintenant, et il lie cette question aux propos que j'ai tenus le 25 novembre dernier. Or, ma déclaration du 25 novembre se rapportait à l'Accord de libre-échange qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Il n'y a aucun lien entre ce que mon honorable collègue affirme aujourd'hui et cette déclaration, qui ne voulait nullement sous-estimer la nécessité d'instituer de meilleurs programmes de recyclage pour les travailleurs au Canada.

Mon honorable ami fait allusion à certains déplacements qui sont survenus dans le secteur de l'emploi. Quelque quatre millions de Canadiens changent d'emplois chaque année pour diverses raisons. Notre population active est très dynamique et très mobile, et ce sera toujours un grand défi pour les gouvernements fédéral et provinciaux de recycler la main-d'oeuvre.

Ce que mon honorable ami devrait se rappeler, c'est que c'est justement grâce aux attitudes dynamiques et modernes que nous avons adoptées en signant l'Accord de libre-échange que les 1,3 million de nouveaux emplois qui ont été créés, au cours des quatre dernières années—performance qui nous a placés en tête de file des pays industrialisés soit dit en passant—pourront être et seront maintenus.